



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-neuvième session
Rome, 3-4 mai 2000

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT

À LA NACIONAL FINANCIERA

AVEC LA GARANTIE

DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES ZONES DE PRODUCTION DU
CAOUTCHOUC**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	III
POIDS ET MESURES	III
SIGLES ET ACRONYMES	III
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	IV
RÉSUMÉ DU PRÊT	V
NOTE DE PRÉSENTATION	VI
PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	3
A. Zone du projet et groupe cible	3
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	8
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	13
I. Impact sur l'environnement	14
J. Caractéristiques novatrices	14
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	14
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	15
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS LES ACCORDS DE PRÊT ET DE GARANTIE NÉGOCIÉS	17



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD LOANS TO MEXICO (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU MEXIQUE)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	7
V. PERSPECTIVES FOR THE WORLD AND MEXICAN RUBBER MARKET (PERSPECTIVES DU MARCHÉ MONDIAL ET DU MARCHÉ MEXICAIN DU CAOUTCHOUC)	8
VI. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	9

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Nouveau peso mexicain (MXN)
1,00 USD	=	9,20 MXN
1,00 MXN	=	0,11 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

NAFIN	Nacional Financiera
UGP	Unité de gestion du projet
S&E	Suivi et évaluation
SAGAR	Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et au développement rural

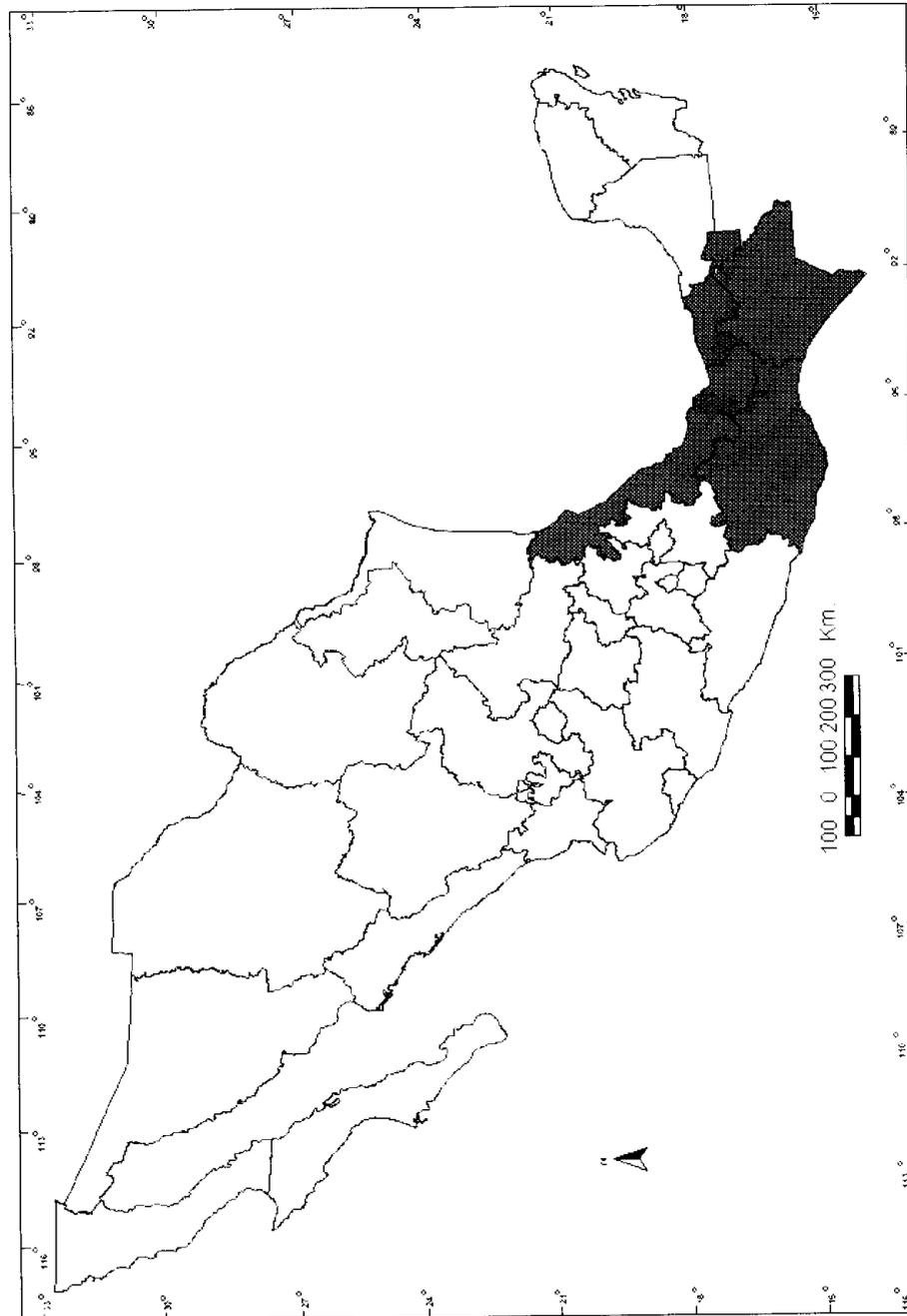
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre



CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés..

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES ZONES DE PRODUCTION DU CAOUTCHOUC

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:	FIDA
EMPRUNTEUR:	Nacional Financiera (NAFIN)
GARANT:	États-Unis du Mexique
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et au développement rural (SAGAR)
COÛT TOTAL DU PROJET:	55,0 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	18,6 millions de DTS (équivalent approximativement à 25,0 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt équivalent au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	25,0 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	5,0 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Sur une population totale de 96 millions, le Mexique compte 21 millions de ruraux. En 1997, 2,5 millions de ménages ruraux vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté, ce qui correspondait à 60% de la population rurale. Le groupe cible de la stratégie de lutte contre la pauvreté rurale du FIDA au Mexique comprend environ 2 millions de familles rurales, petits agriculteurs et paysans sans terre, qui sont membres d'*ejidos* ou de communautés indigènes ou producteurs indépendants. Soixante-cinq pour cent d'entre eux sont d'origine indigène. Le groupe cible du projet est composé de 158 479 foyers qui cultivent le caoutchouc et mènent d'autres activités agricoles ou d'élevage dans les États du Chiapas, d'Oaxaca, de Tabasco et de Veracruz. Leur revenu est inférieur au seuil de pauvreté et ils sont établis sous le régime de propriété foncière appelée *ejido*.

Pourquoi sont-ils pauvres? On peut distinguer dans les zones rurales du Mexique deux grandes causes de pauvreté, les causes structurelles et les causes transitoires. Les familles touchées par la pauvreté structurelle sont principalement d'origine indigène et vivent généralement dans des zones marginales semi-arides. Elles tirent leur revenu de la culture traditionnelle non irriguée du *milpa* et de l'élevage à très petite échelle, destiné principalement à l'auto consommation; ces activités de subsistance sont complétées par un travail salarié non agricole. La pauvreté est due à l'absence totale d'instruction ou à un très faible niveau d'éducation, au manque de compétences et de ressources productives, à l'insuffisante accumulation du capital et aux difficultés d'accès aux services financiers et d'appui à la production. Les ménages touchés par la pauvreté transitoire sont notamment les ménages de petits agriculteurs ou de paysans sans terre qui sont particulièrement exposés à l'instabilité macroéconomique, sociale et politique. Leurs revenus agricoles et non agricoles sont affectés par les crises économiques nationales cycliques, les réformes structurelles et la réduction des services d'appui de l'État. Par leur origine autochtone, la plupart des bénéficiaires du projet font partie de la population rurale du Mexique structurellement pauvre.

Que leur apportera le projet? L'insuffisante accumulation du capital est une caractéristique majeure de la pauvreté rurale. Par conséquent, la promotion des cultures pérennes est un des moyens de stimuler et de renforcer l'investissement durable dans l'agriculture. Les plantations d'hévéa sont manifestement aptes à remplir ce rôle. Elles présentent plusieurs avantages: production quotidienne de latex qui fournit une source permanente de trésorerie; production soutenue pendant 30 ans; possibilités de combinaison avec d'autres cultures annuelles ou pérennes et avec des activités d'élevage; effet général positif sur l'environnement régional. Le projet est axé sur l'amélioration des capacités de production et de gestion des personnes qui travaillent dans les régions productrices de caoutchouc. Il visera aussi à accroître les revenus agricoles en améliorant les possibilités de transformation et de commercialisation du caoutchouc produit par les petits planteurs et les relations entre ces planteurs et le marché industriel national qui existent déjà mais laissent à désirer. La stratégie du projet est conforme à la logique des systèmes locaux de petite agriculture fondés sur la combinaison de l'hévéa et d'autres productions agricoles et animales annuelles ou pérennes, qui permettent de limiter les risques en cas de recul saisonnier du prix ou de la demande. Le projet mettra en place des liens commerciaux et opérationnels avec l'industrie locale et internationale du caoutchouc. Des producteurs internationaux de pneumatiques implantés au Mexique sont en train de définir leur participation aux activités du projet et examinent la possibilité de financer une assistance technique et gestionnaire aux petits producteurs de caoutchouc.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? La stratégie du projet prévoit la participation des bénéficiaires à des conseils à l'échelon national et local et à celui des États et des municipalités considérés. Elle visera à renforcer les associations d'agriculteurs de façon à assurer leur pérennité et à donner aux groupes les moyens d'engager la sélection et l'évaluation des prestataires de services de vulgarisation, et d'assurer le suivi et l'évaluation des activités du projet et de son impact.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT
À LA NACIONAL FINANCIERA
AVEC LA GARANTIE DES
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LES ZONES DE PRODUCTION DU
CAOUTCHOUC

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la Nacional Financiera d'un montant de 18,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 25,0 millions de USD) aux conditions ordinaires, en vue de contribuer au financement du projet de développement rural dans les zones de production du caoutchouc. Le prêt garanti par les États-Unis du Mexique aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Par sa superficie (1,96 million de km²), le Mexique est le troisième pays d'Amérique latine après le Brésil et l'Argentine. Par sa population, 96 millions d'habitants en 1998, il vient au deuxième rang après le Brésil. La population rurale était estimée à 21 millions d'habitants, soit 22% de la population nationale. Les indigènes représentent 11% de la population totale du pays et 70% d'entre eux vivent en zone rurale.

2. La politique économique actuelle du Mexique vise principalement à remédier aux conséquences de la crise financière qui s'est déclenchée en 1994. Au début de 1995, le gouvernement a mis en oeuvre un programme économique visant à stabiliser l'économie, à rétablir la confiance internationale et à réunir les conditions d'une croissance économique durable. Il a laissé flotter le taux de change, sensiblement durci la politique monétaire et la politique budgétaire, bloqué les salaires, pris des mesures pour remédier aux difficultés du système bancaire et lancé de nouvelles réformes structurelles. Depuis l'adoption du programme, le Mexique a fait des progrès notables. Alors qu'en 1994 il avait enregistré un déficit commercial de 18,5 milliards de USD, il a enregistré un excédent commercial de 7,4 milliards de USD en 1995, de 6,5 milliards en 1996 et de 624 millions en 1997. Stimulées par une forte dépréciation du peso (qui a perdu près de 50% de sa valeur), les exportations ont progressé de 31% en 1995 tandis que les importations reculaient de 8,5%. Le taux annuel d'inflation, qui a culminé à 35,0% en 1995, était retombé à 15,3% à la fin de 1998. En 1995, le PIB a reculé de 6,2% et l'investissement intérieur a chuté de 30%. En revanche, il a progressé de 5,2% en 1996 et de 7,0% en 1997. La production industrielle a augmenté de 21% et le taux de chômage déclaré dans le secteur formel est tombé à 5,5% en décembre 1997 après avoir atteint un sommet de 7,6% en 1995. Des signes de plus en plus nombreux montrent que le creux de la récession est passé et que le redressement est en cours.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



3. Malgré sa vaste superficie, le Mexique n'est pas très bien doté en ressources agricoles. Sur près de 196 millions d'ha, seuls 19 millions d'ha (10% du total) ont un potentiel agricole et les déserts couvrent près de la moitié du territoire. La superficie irriguée atteint 6 millions d'ha et 2 millions d'ha supplémentaires pourraient être irrigués. La productivité du secteur agricole est inférieure à la moyenne nationale puisque 20% de la population active ne produisent que 8% du PIB.

4. Entre 1989 et 1998, la croissance du produit agricole brut a été plus lente que celle du PIB (à l'exception notable de 1995). En 1997, les cultures annuelles et pérennes représentaient 66% de la valeur de la production agricole, l'élevage 26% et la foresterie et la pêche le solde. La lenteur et l'irrégularité des progrès du secteur agricole se traduisent par une pauvreté rurale généralisée. Au cours de la dernière décennie, le revenu rural moyen représentait à peine 30% du revenu urbain.

5. La révolution mexicaine du début du siècle dernier a complètement transformé la structure de la propriété foncière, remplaçant de vastes propriétés privées par des petites et moyennes exploitations agricoles individuelles, puis par un régime de propriété principalement communautaire (*ejido*). Près de la moitié des terres agricoles du Mexique (cent millions d'ha) appartiennent à 26 000 *ejidos* qui regroupent 2,9 millions d'*ejidatarios*. En 1990, les lois relatives au régime de propriété foncière des *ejidos* ont été libéralisées, ce qui a permis aux plus petits agriculteurs de vendre ou de louer leurs terres et de se lancer dans d'autres activités rémunératrices. En outre, cette libéralisation a donné aux membres des *ejidos* la possibilité de participer davantage à des activités non agricoles ou d'émigrer sans risquer de perdre leur titre de propriété foncière.

6. Les cultures traditionnelles dominent la production agricole mexicaine. En 1998, 60% des terres agricoles (118 millions d'ha) étaient affectées à la culture de céréales et de légumineuses de base, notamment le maïs (8,5 millions d'ha) et les haricots (2,3 millions d'ha). Les autres céréales (blé, riz, orge et sorgho) et les oléagineux (coton, sésame, soja, etc.) couvraient 15% des terres cultivées. Le Mexique reste importateur net de produits agricoles et achète environ 20% de son produit alimentaire de base, le maïs, à l'étranger.

B. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA

7. Le FIDA a approuvé quatre projets au Mexique, avec des prêts d'un montant total de 87,4 millions de USD. Ces projets concernaient les régions semi-arides du Pacifique Sud et du Centre et la région sub-humide du Yucatan. Les objectifs des projets en cours sont le renforcement des organisations locales participatives et autonomes, la création d'institutions, la gestion de l'eau et des ressources naturelles, la satisfaction des besoins des femmes rurales et l'amélioration des possibilités d'activités rémunératrices. Ces projets sont placés sous la tutelle du Secrétariat au développement social, celui d'Ixtlera étant exécuté par la Commission nationale des zones arides, tandis que les deux projets axés sur les communautés indigènes (Puebla et Yucatan) sont exécutés par l'Institut national indigène.

8. Les principaux enseignements tirés des projets du FIDA sont les suivants: i) il faut définir dans la mesure du possible un cadre institutionnel simple et clair aux échelons fédéral et local pour donner un espace de participation aux organisations de base; ii) il faut déterminer en accord avec le gouvernement les allocations de contre-partie et les mécanismes financiers du projet; iii) tous les projets du FIDA ayant été très limités en ce qui concerne la mise en oeuvre des activités de crédit rural destiné à financer les activités économiques paysannes, il convient de les remplacer par des fonds communaux et sociaux d'investissement et de production faisant appel à des mécanismes participatifs; iv) une évaluation intérimaire du projet d'Ixtlera a mis en évidence une amélioration notable de l'impact sur la production et les revenus lorsque des mécanismes participatifs permettent aux bénéficiaires de choisir les investissements et activités à promouvoir; v) il convient que les projets du FIDA appuient les efforts de décentralisation par leurs modalités d'exécution et par une formation systématique des fonctionnaires et du personnel technique locaux.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Mexique

9. Les activités exécutées au Mexique et l'expérience acquise dans ce pays au cours de la dernière décennie confirment les conclusions générales et l'orientation de la stratégie du FIDA concernant ce pays. La stratégie actuelle contribuera à l'autonomisation des organisations de base, considérée comme une première étape d'un processus visant à accroître les revenus en améliorant la production agricole et les liens avec le marché.

10. La stratégie du FIDA renforcera les méthodes participatives de développement rural et agricole impulsées par la demande. Elle encouragera une coordination des activités du Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et au développement rural (SAGAR) et des programmes axés sur le développement rural et la production agricole du Sous-Secrétariat au développement rural du SAGAR (SDR) et de ceux d'autres organismes gouvernementaux qui interviennent dans la lutte contre la pauvreté rurale. Enfin, elle encouragera le secteur privé à participer à la fourniture des services de développement rural, tels que la vulgarisation agricole, la formation et la commercialisation, et établira un lien solide entre la production paysanne et les marchés.

11. Les grandes orientations stratégiques tiendront compte du souci d'égalité entre les sexes et les questions correspondantes seront formulées et intégrées dans les politiques générales de développement rural et les activités du projet. Les aspects importants pour les femmes rurales sont les suivants: i) il faut promouvoir le rôle des femmes rurales, leur participation et leur pouvoir de décision au sein des *ejidos*, des communautés indigènes et des associations de petits agriculteurs, ainsi que dans le cadre des programmes de développement rural au niveau du gouvernement local; ii) il faut rééquilibrer la répartition entre les sexes des programmes d'assistance et de formation; iii) il faut intégrer dans les fonds d'investissement social des activités visant à alléger les travaux ménagers incombant aux femmes; et iv) il faut intégrer dans les programmes de formation, de vulgarisation et de crédit de petites activités de transformation des produits agricoles, de production artisanale et de commercialisation.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

12. La zone du projet se trouve dans le sud-est du Mexique, région dont le climat est soumis à l'influence de l'océan Atlantique et de la mer des Caraïbes (voir carte). Elle comprend 46 municipalités des États du Chiapas (12), d'Oaxaca (14), de Tabasco (6) et de Veracruz (14), dans lesquels les petits agriculteurs et les communautés indigènes cultivent l'hévéa (*hevea brasiliensis*) avec des méthodes traditionnelles. La topographie est constituée de plaines, de collines et de zones montagneuses dans les États d'Oaxaca et du Chiapas, et de plaines et de vallées de basse altitude dans les États de Veracruz et de Tabasco.

13. La zone du projet englobe l'isthme de Tehuantepec, région qui présente une importance géographique et écologique particulière du fait qu'elle est le point de convergence de la biodiversité de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud. On y trouve toute la richesse biologique (animaux, végétaux et insectes) du continent américain. On estime qu'elle abrite plus de 1 000 espèces de plantes, 129 espèces de mammifères et 272 espèces d'oiseaux. En raison de cette situation géographique de transition, des espèces uniques et endémiques de la flore et de la faune locales natives survivent dans les poches de végétation originelle qui subsistent.

14. Les plantations d'hévéa sont une option qui respecte l'écologie de la région. La loi actuelle interdit la plantation d'hévéas dans les zones forestières récemment défrichées: elle n'est autorisée que sur des terrains précédemment occupés par des cultures ou des pâturages, présentant des conditions pédologiques



et topographiques appropriées. En outre, les plantations d'hévéas arrivées à maturité jouent un rôle semblable à celui de la forêt: elles contribuent à enrayer la dégradation des sols, améliorent le cycle des nutriments et la récolte de l'eau et favorisent le rétablissement de la diversité botanique et faunistique naturelle. Par ailleurs, l'expansion des plantations d'hévéas pourrait contribuer au succès de l'Initiative mondiale de fixation du carbone. On manque encore d'informations sur la fixation du carbone par les plantations d'hévéas au Mexique, mais des recherches sur la question seront entreprises avec l'appui du projet et du SAGAR.

15. Les terres agricoles de la zone du projet sont consacrées à des cultures annuelles et pérennes et à des pâturages pour l'élevage de moutons lainiers et de bovins mixtes. Les principales cultures sont le maïs (2,2 millions d'ha) et le haricot (0,2 million d'ha), qui sont destinés principalement à la consommation familiale et à la vente sur les marchés. Parmi les cultures pérennes, le café vient au premier rang avec une superficie de 563 000 ha, suivi par la canne à sucre (334 000 ha). Le Programme national du caoutchouc du SAGAR/SDR estime que les plantations d'hévéas intégrées dans le programme couvrent 18 000 ha et les plantations industrielles ou artisanales non appuyées par ce programme 2 000 ha supplémentaires.

16. La population rurale visée par le projet est estimée à 7,6 millions de personnes, soit 1,3 million de ménages. L'incidence de la pauvreté dans les zones rurales des quatre États va de 56% dans le Tabasco à 60% dans le Veracruz, 71% dans le Chiapas et 73% dans l'Oaxaca. Au total, 900 000 familles sont réduites à la pauvreté. Le seuil de pauvreté rurale correspond à un revenu de 11,25 MXN par personne et par jour (1,18 USD). Dans les 46 municipalités comprises dans la zone du projet, 156 000 familles vivent dans la pauvreté.

17. En raison des caractéristiques de la pauvreté rurale au Mexique, il y a coïncidence entre la carte de la pauvreté et celle des populations indigènes de la zone du projet. Ainsi, les États dans lesquels l'incidence de la pauvreté rurale est la plus grande (Chiapas, Guerrero et Oaxaca) sont aussi ceux qui comptent la plus nombreuse population indigène. La zone du projet compte plus de 100 000 familles d'origine indigène, habitant en grande majorité les États du Chiapas et d'Oaxaca. Les ethnies locales sont les Chinantecos, les Zoques, les Mixes, la Lacandones et les Zapotèques. Selon le recensement, 80% des familles indigènes vivent dans des conditions d'extrême pauvreté, avec un revenu familial inférieur à deux salaires minimums. Au total, 67% des familles indigènes vivent dans les campagnes et dans des localités de moins de 2 500 habitants, si bien que leur pauvreté est aggravée par le manque d'accès aux services d'éducation de base et d'assainissement.

18. Le groupe cible du projet est composé d'hommes et de femmes qui sont des petits agriculteurs pauvres, installés dans des zones agro-écologiques productrices de caoutchouc et dont le revenu familial est inférieur au seuil de pauvreté fixé à deux salaires minimums par personne/jour (11,25 MXN, soit 1,18 USD). Dans la zone du projet, 158 479 familles qui pratiquent la culture de l'hévéa ou d'autres activités agricoles ou l'élevage (avec un revenu familial inférieur au seuil de pauvreté) exploitent leurs terres dans le cadre du régime de propriété foncière de l'*ejido* et 65% au moins sont des familles d'origine indigène. Quatorze pour cent de ces ménages ont à leur tête une femme entièrement responsable des activités de production végétale et animale. Le groupe cible du projet est estimé à 39 094 familles et les bénéficiaires à 20 000 familles. La répartition des bénéficiaires par État est la suivante: Chiapas 22,5%, Oaxaca 33,75%, Tabasco 12,5% et Veracruz 31,25% (tableau 1).

Tableau 1: Groupe cible et bénéficiaires du projet

(Nombre de familles)

État	Nombre total de familles rurales	Nombre total de familles rurales pauvres	Familles rurales pauvres de la zone du projet	Groupe cible	Bénéficiaires du projet
Chiapas	411 058	294 729	40 525	9 118	4 650
Oaxaca	326 220	236 835	36 144	12 198	6 300
Tabasco	134 889	76 077	37 869	4 733	2 400
Veracruz	487 137	292 795	41 747	13 045	6 650
Total	1 359 304	900 436	156 285	39 094	20 000

19. **Situation de la femme.** Dans la zone du projet, comme dans les autres zones rurales du Mexique, l'émigration des hommes vers les zones urbaines ou à l'étranger a entraîné une multiplication du nombre de ménages ruraux ayant à leur tête une femme. Ainsi, dans les zones rurales pauvres, dont fait partie l'État d'Oaxaca, la proportion de ménages ayant à leur tête une femme est la plus élevée du pays (19% des familles rurales). Dans la zone du projet, au moins 14% des ménages ruraux ont à leur tête une femme. Les données de l'enquête démographique dynamique nationale indiquent que les familles rurales du Mexique comptent en moyenne 5,6 membres.

20. En dépit de lois favorables adoptées il y a quelques années en matière de propriété foncière, de sécurité sociale et d'égalité des chances, dans les campagnes mexicaines, les femmes sont encore victimes de préjugés et de discrimination. Une forme particulièrement accentuée de machisme demeure fréquente en milieu rural. C'est pourquoi les ménages ayant à leur tête une femme sont parmi les plus pauvres, car leurs possibilités d'accès au marché du travail et aux activités productrices sont limitées.

B. Objectifs et portée

21. La stratégie générale et la justification du projet s'inscrivent dans le cadre des politiques et priorités actuelles du SAGAR/SDR en ce qui concerne les programmes de développement rural et de lutte contre la pauvreté du Mexique, ainsi que dans le cadre de la stratégie de pays et des lignes directrices opérationnelles du FIDA. Ainsi, l'orientation générale du projet consiste à améliorer les capacités productives et de gestion des personnes concernées et à accroître les revenus agricoles en améliorant la liaison entre les activités de transformation et de commercialisation du caoutchouc produit par les petits planteurs et le marché industriel national, car les liens actuels laissent à désirer. La stratégie proposée est compatible avec la logique des systèmes de petite agriculture locale, fondés sur la combinaison de la culture de l'hévéa et d'autres cultures annuelles et pérennes et des activités d'élevage, qui permet de réduire les risques en cas de recul saisonnier des prix ou de la demande. Le projet mettra en place des liens commerciaux et opérationnels avec des industries locales et internationales de transformation du caoutchouc. Des producteurs internationaux de pneumatiques implantés au Mexique sont en train de définir leur participation au projet et d'examiner la possibilité de financer une assistance technique et de gestion aux petits agriculteurs.

22. La production actuelle de caoutchouc du Mexique ne couvre que 10% des besoins de l'industrie nationale de transformation. C'est pourquoi le secteur privé et les industriels envisagent avec intérêt une possibilité d'expansion de la production nationale, qui permettra d'économiser des devises et de réduire les frais de transport et les droits d'importation. La récolte des paysans pauvres de la zone du projet représente 85% de la production de caoutchouc du pays. Les prix locaux sont alignés sur les cours internationaux et la qualité de la production locale est comparable à celle du caoutchouc importé. Par conséquent, les perspectives immédiates et à moyen terme sont manifestement favorables à la production paysanne de caoutchouc, moyennant un renforcement progressif des liens entre producteurs et industries consommatrices².

² Voir appendice V, Perspectives for the World and Mexican Rubber Market.



23. La conception opérationnelle du projet se fonde sur les éléments suivants: i) éducation et formation systématiques des bénéficiaires en matière de production, d'organisation et de commercialisation; ii) privatisation des services d'appui sur la base d'un appel à la concurrence parmi les organisations privées; iii) formation systématique et contrôle de la qualité du travail des organisations de services sous-traitantes; iv) programmes de vulgarisation et de formation participatifs impulsés par la demande; et v) étroite coordination avec le programme de développement rural de l'État/région. La structure opérationnelle du projet est conçue de façon à promouvoir une participation et un accès aux services et aux prestations équilibrés entre les hommes et les femmes. Les modalités d'exécution seront conçues de façon à faire participer les femmes rurales aux activités de production et d'organisation à tous les échelons.

24. Le but global du projet est d'améliorer durablement la situation socio-économique des petits agriculteurs pauvres des *ejidos* et des communautés indigènes dans les zones productrices de caoutchouc des États du Chiapas, d'Oaxaca, de Tabasco et de Veracruz. L'objectif général est d'améliorer les capacités de production et d'organisation des familles bénéficiaires, d'établir des relations efficaces avec les marchés locaux et nationaux et de gérer de façon efficace et durable les activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

25. Les objectifs spécifiques sont les suivants: i) développer et renforcer les capacités de gestion et d'organisation des familles bénéficiaires ainsi que des services d'appui technique locaux et privés répondant à la demande, dans le cadre d'une approche intégrant l'ensemble de l'activité agricole, les revenus, la commercialisation et la conservation des ressources naturelles en vue de promouvoir la production de caoutchouc et d'améliorer les pratiques culturelles des petits agriculteurs; ii) mettre en place des mécanismes d'appui financier pour fournir aux petits agriculteurs les capitaux nécessaires pour développer la culture de l'hévéa et les activités agricoles et d'élevage associées; iii) élaborer et renforcer les liens et mécanismes de coordination entre les bénéficiaires organisés et les industries nationales et locales de transformation du caoutchouc; et iv) renforcer les mécanismes de développement rural au niveau local, et promouvoir la coopération entre les organisations civiles, économiques et sociales des bénéficiaires, les administrations publiques au niveau fédéral et à celui des États et des municipalités et le secteur privé.

C. Composantes

26. Le projet comprendra les deux composantes suivantes: i) développement des ressources humaines; ii) développement de la filière de production-transformation-commercialisation. Une unité de gestion du projet (UGP), dotée d'un service de suivi et évaluation (S&E), sera également créée.

Développement des ressources humaines

27. La composante développement des ressources humaines a pour objectif général de développer et de renforcer les compétences des bénéficiaires en matière de production, de gestion d'entreprise et d'organisation ainsi que leur capacité à participer aux initiatives de développement rural local. Les activités menées au titre de cette composante, y compris le contrôle de la qualité des programmes d'éducation et de formation, seront sous-traitées à des institutions publiques ou privées; elles comprendront les éléments suivants:

- i) **Programme d'éducation de base à l'intention des bénéficiaires.** Exécuté (avec la participation des collectivités municipales) dans le cadre d'un accord entre le Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage et au développement rural (SAGAR) et le Secrétariat à l'instruction publique, le programme d'éducation de base à l'intention des adultes d'une durée d'un an, inclura lecture, écriture et notions de mathématiques.
- ii) **Formation des bénéficiaires portant sur les compétences en matière de production et de gestion d'entreprise.** En ayant recours à des méthodes de formation participatives



on mettra en place des sessions progressives portant sur les compétences en matière de production et de gestion d'entreprise. Cette formation comprendra des méthodes participatives de développement rural visant à favoriser la participation des bénéficiaires aux programmes locaux.

- iii) **Formation des formateurs.** Le personnel de terrain des organisations de développement sous contrat (publiques, privées et locales) sera formé par des institutions de niveau plus élevé, tout comme les fonctionnaires de l'État concerné. Deux cours de formation générale sont prévus chaque année à l'intention du personnel de terrain des institutions sous contrat récemment intégrés.
- iv) **Sensibilisation et formation à la problématique hommes-femmes.** Cette activité sera menée aux échelons des bénéficiaires, hommes et femmes, des organisations de développement sous contrat, des personnels et des membres de l'UGP. La formation à la problématique hommes-femmes sera confiée à une institution spécialisée qui assurera systématiquement un service de formation et de contrôle de la qualité dans ce domaine. S'agissant du personnel de terrain des organisations participantes, une formation intensive axée sur la problématique hommes-femmes sera dispensée aux vulgarisateurs spécialisés dans les questions sociales et aux formateurs, qui seront par la suite responsables de la sensibilisation et de la formation des bénéficiaires dans ce domaine.
- v) **Appui aux organisations de la société civile et aux organisations économiques des bénéficiaires qui seront renforcées.** Cette composante encouragera la création d'organisations de bénéficiaires, appartenant à la société civile ou regroupant des entreprises rurales à vocation économique ou le renforcement de celles qui existent. Des mécanismes démocratiques seront appliqués pour l'élection des représentants des bénéficiaires qui siégeront dans les comités du projet. Des organisations et des groupements de bénéficiaires seront constitués, sur la base des activités économiques communes des familles vivant dans de petits secteurs géographiques, et pourront par la suite devenir des coopératives de production et/ou des petites entreprises structurées.

Développement de la filière production-transformation-commercialisation

28. Cette composante a pour objectif d'accroître durablement les revenus des bénéficiaires en améliorant la production, la transformation et la commercialisation agricoles. Elle vise également à augmenter la production et la productivité des systèmes d'exploitation associant les plantations d'hévéas et les cultures commerciales complémentaires et intercalaires, les cultures de subsistance et l'élevage. S'agissant de la filière production-transformation-commercialisation, la composante permettra de renforcer les liens établis par les producteurs de caoutchouc, grâce à un service de vulgarisation induit par la demande, novateur, efficace et participatif. Elle appuiera également la promotion de liens soutenus avec les industries du caoutchouc. La composante sera sous-traitée à des prestataires de services privés locaux. Les activités spécifiques seront notamment les suivantes:

- i) **Développement et validation de technologies.** Le projet passera un contrat de services avec des universités nationales/locales qui fourniront systématiquement des informations sur les techniques relatives à l'hévéa et à certains produits agricoles commercialisables, tout en améliorant la production de subsistance actuelle. Les techniques seront mises à l'essai et validées avec la coopération et la participation des bénéficiaires. Par ailleurs, la recherche sur la fixation du carbone par les plantations d'hévéa sera financée sur les ressources du projet.



- ii) **Services de vulgarisation et d'assistance technique.** Le projet encouragera et renforcera la participation d'organisations privées locales qui assureront aux bénéficiaires des services d'assistance technique. Il s'agira notamment d'organisations privées dirigées par d'anciens agents de vulgarisation du système national de formation et de vulgarisation/SAGAR, et d'entreprises privées de transformation du caoutchouc appartenant aux paysans. L'objectif premier de l'appui technique sera la production de caoutchouc, suivie immédiatement par l'amélioration des systèmes locaux d'exploitation. Les unités d'exécution de la région et de l'État concerné, en association avec les groupements de bénéficiaires, seront chargées du suivi des prestataires de services sous contrat.
- iii) **Appui à la transformation-commercialisation, aux petites agro-industries et aux petites entreprises rurales.** Les mesures qui seront mises en oeuvre auront pour objet d'établir des liens entre bénéficiaires et les divers débouchés commerciaux possibles. Cette activité comprendra la formation des bénéficiaires à la transformation du caoutchouc dans les exploitations, des activités de production commerciales et le financement d'études et enquêtes locales pour identifier les possibilités actuelles et potentielles d'écoulement du caoutchouc et des divers produits de l'agriculture et des micro-entreprises. Elle encouragera la création de groupements économiques de bénéficiaires à des fins de production et de commercialisation, en fournissant des informations à jour sur les marchés.
- iv) **Fonds d'investissement en faveur de la production.** Ce fonds offrira un appui financier constitué par les aides au développement de la production de caoutchouc, de l'agriculture et de l'élevage, fournies actuellement par le SAGAR par l'intermédiaire du programme *Alianza para el Campo*. Ces ressources seront utilisées pour financer les investissements dans la production (cultures et élevage) suivants: plants d'hévéa et frais d'entretien de la plantation pendant trois ans, pâturages et clôtures et bétail. Les bénéficiaires apporteront en contrepartie une contribution sous forme de main-d'œuvre, de matériaux locaux et d'espèces.

Gestion et suivi-évaluation du projet

29. Les fonctions de l'UGP seront assurées par le programme national pour le caoutchouc, avec le concours des programmes du SAGAR/SDR associés au projet. L'UGP sera chargée de la gestion générale et de la supervision des activités courantes. Elle sera responsable de l'exécution des activités du projet et aura pour tâches d'assurer la planification, l'appui technique et méthodologique, l'administration des ressources humaines et financières ainsi que le S&E. Elle sera établie à Mexico et mettra en place des unités opérationnelles dans chacun des États participants.

D. Coûts et financement

30. Les coûts totaux du projet ont été estimés à 55,0 millions de USD. La répartition des coûts par composante figure au tableau 2. On estime que la période de décaissement s'établira sur huit ans et sera divisée en deux phases de quatre ans chacune, un examen du projet par le SAGAR/SDR-FIDA étant prévu à la fin de la troisième année. Les coûts de base de la composante développement des ressources humaines s'élèvent à 5,5 millions de USD (11%), ceux de la composante développement de la filière de production-transformation-commercialisation à 39,9 millions de USD (77%) et ceux de l'UGP, y compris les coûts de S&E, à 6,5 millions de USD (12%) (voir tableau 2). Le plan de financement envisagé, présenté au tableau 3, est le suivant: un prêt du FIDA, d'un montant de 25,0 millions de USD, couvrant 45% des coûts totaux du projet; une contribution de contrepartie du gouvernement d'un montant de 25,0 millions de USD (45%); et une contribution en nature des bénéficiaires, d'un montant de 5,0 millions de USD (10%).

TABLEAU 2 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement des ressources humaines					
1. Programme d'éducation de base	427	22	449	5	1
2. Formation des formateurs	1 611	85	1 696	5	3
3. Formation à la problématique hommes-femmes	1 340	71	1 411	5	3
4. Formation des bénéficiaires	579	30	610	5	1
5. Renforcement des organisations	1 259	66	1 325	5	3
Total partiel développement des ressources humaines	5 216	275	5 490	5	11
B. Développement de la filière production-transformation-commercialisation					
1. Développement et validation de technologies	1 545	81	1 626	5	3
2. Services de vulgarisation et d'assistance technique	12 142	639	12 781	5	25
3. Appui à la commercialisation et à la gestion	1 349	71	1 420	5	3
4. Fonds d'investissement en faveur de la production					
5. Fonds d'appui à la production	21 047	-	21 047	-	41
6. Fonds de capitaux à risques	3 000	-	3 000	-	6
Total partiel fonds d'investissement à la production	24 047	-	24 047	-	46
Total partiel développement de la filière de production-transformation-commercialisation	39 083	791	39 874	2	77
C. Gestion et S&E du projet					
1. Unité centrale de gestion du projet	1 459	113	1 572	7	3
2. Unités d'exécution de l'État	3 714	318	4 032	8	8
3. S&E	815	45	860	5	2
Total partiel gestion et S&E du projet	5 988	476	6 464	7	12
Total des coûts de base	50 286	1 542	51 828	3	100
Provision pour aléas d'exécution	1 458	18	1 476	1	3
Provision pour aléas financiers	1 601	95	1 696	6	3
Total des coûts du projet	53 346	1 655	55 000	3	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 3 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Total	%	Total	%	Total	%	Total	%			
A. Développement des ressources humaines											
1. Programme d'éducation de base	75	15	425	85	--	--	500	1	25	400	75
2. Formation des formateurs	272	15	1 542	85	--	--	1 814	3	91	1 451	272
3. Formation à la problématique hommes-femmes	233	15	1 319	85	--	--	1 552	3	78	1 242	233
4. Formation des bénéficiaires	103	15	583	85	--	--	686	1	34	549	103
5. Renforcement des organisations	225	15	1 274	85	--	--	1 499	3	75	1 199	225
Total partiel développement des ressources humaines	908	15	5 143	85	--	--	6 051	11	303	4 841	908
B. Développement de la filière production-transformation-commercialisation											
1. Développement et validation de technologies	270	15	1 530	85	--	--	1 800	3	90	1 440	270
2. Services de vulgarisation et d'assistance technique	437	3	10 864	85	1 480	12	12 781	23	639	10 225	1 917
3. Appui à la commercialisation et à la gestion	102	6	1 353	85	137	9	1 592	3	80	1 274	239
4. Fonds d'investissement à la production											
. Fonds d'appui à la production	19 346	88	--	--	2 753	13	22 099	40	--	22 099	--
Fonds de capitaux à risques	--	--	2 520	80	630	20	3 150	6	--	3 150	--
Total partiel fonds d'investissement en faveur de la production	19 346	77	2 520	10	3 383	13	25 249	46	--	25 249	--
Total partiel développement de la filière production-transformation-commercialisation	20 155	49	16 267	39	5 000	12	41 422	75	809	38 188	2 426
C. Gestion et S&E du projet											
1. Unité centrale de gestion du projet	861	48	943	52	--	--	1 804	3	125	1 420	260
2. Unités d'exécution d'État	2 704	57	2 041	43	--	--	4 744	9	367	3 665	712
3. S&E	372	38	606	62	--	--	978	2	51	781	147
Total partiel gestion et S&E du projet	3 937	52	3 590	48	--	--	7 527	14	544	5 866	1 118
DÉCAISSEMENT TOTAL	25 000	45	25 000	45	5 000	10	55 000	100	1 655	48 894	4 452

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.



E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

31. **Passation des marchés.** Les marchés de bien et services financés par le prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du Fonds en la matière et aux clauses relatives à la passation des marchés figurant dans l'accord de prêt. Les contrats concernant les organismes privés de développement rural et l'assistance technique seront passés conformément aux procédures de l'institution coopérante. Tous les contrats et les achats effectués par les bénéficiaires seront conformes aux procédures opérationnelles promulguées par le Gouvernement du Mexique..

32. **Décaissements.** Tous les décaissements se feront sur présentation de relevés des dépenses. Pour le paiement des entrepreneurs locaux participant aux activités de développement et à l'assistance technique, une documentation détaillée sera exigée. Un compte spécial libellé en USD, sur lequel un montant initial de 2,5 millions de USD sera versé, sera ouvert et tenu auprès de la Banque du Mexique. L'agent financier de l'État sera la Nacional Financiera (NAFIN). Le SAGAR/SDR soumettra la documentation relative aux dépenses du projet à la NAFIN et à l'institution coopérante (BSP/ONU), qui vérifieront l'objet des dépenses et présenteront au FIDA les demandes de décaissement.

33. **Comptabilité, vérification des comptes et rapports.** Immédiatement après l'entrée en vigueur du prêt et avant le dépôt initial sur le compte spécial, le projet organisera ses systèmes intégrés de comptabilité et de contrôle interne, qui seront mis en place par un cabinet d'experts-comptables spécialisé. S'agissant de la comptabilité, on unifiera les catégories utilisées pour les composantes du FIDA et du BSP/ONU et les procédures de classification des dépenses du gouvernement. Un cabinet d'audit, sélectionné conformément aux procédures et critères convenus par le FIDA, effectuera les contrôles financiers et de gestion annuels. Les organismes sous contrat tiendront des comptes distincts pour les dépenses relatives au projet. Le rapport de vérification des comptes pour toutes les dépenses, comprenant un avis séparé sur les relevés des dépenses et sur le compte spécial, sera présenté au FIDA et au BSP/ONU dans les six mois suivant la clôture de chaque année budgétaire du projet. Le rapport financier et d'exécution annuel sera préparé par l'UGP et présenté à la NAFIN, qui le transmettra chaque année au FIDA dans les trois mois suivant la fin de l'année budgétaire. Selon l'accord passé entre la NAFIN, le SAGAR, l'UGP et le FIDA, des rapports de situation seront élaborés en milieu d'année et présentés au FIDA et au BSP/ONU.

F. Organisation et gestion

34. Il incombera au SAGAR, par l'intermédiaire du SDR, d'exécuter le projet qui sera établi au sein du programme national pour le caoutchouc. Tandis que ce programme poursuivra ses activités de développement et de promotion relatives à la production de caoutchouc essentiellement dans les plantations de taille moyenne, le projet sera chargé de mettre au point des systèmes de production à l'intention des paysans pauvres, des *ejidos* et des communautés indigènes.



35. Dans chacun des quatre États participants, les activités du projet seront placées sous la responsabilité du programme de développement du caoutchouc qui est lui-même supervisé par le comité de développement du caoutchouc de l'État. Les comités d'État regrouperont les plans régionaux en plans annuels de travail et superviseront les activités du projet. Dans chaque région productrice de caoutchouc, on créera un comité régional comprenant des bénéficiaires, des représentants de l'État concerné, les maires des communes participantes, des représentants des industries du caoutchouc privées et paysannes, des organisations non gouvernementales (ONG) locales et des représentants des organisations de producteurs de caoutchouc.

36. Les comités régionaux seront responsables de la préparation et de la supervision du plan de travail régional annuel. Au niveau de chaque comité régional, un superviseur régional de projet assurera le soutien technique et sera responsable du suivi des organisations privées recrutées pour le soutien technique et la formation, et de la coordination avec les autres institutions et programmes publics et privés régionaux.

37. **Problématique hommes-femmes.** Un spécialiste affecté à l'UGP mettra en oeuvre les enseignements et les recommandations en matière de parité entre les sexes formulés et analysés dans les ateliers régionaux du FIDA, et assurera le suivi. Dans toutes les activités offertes par le projet, la parité sera respectée. Les organisations privées recrutées pour le soutien technique et la formation compteront au moins 20% de femmes parmi leur personnel local de vulgarisation, et d'action sociale. Une institution spécialisée conduira un programme de formation à la problématique hommes-femmes, à l'intention du personnel du projet et des organismes privés recrutés pour fournir des services ou un soutien.

G. Justification économique

38. **Bénéficiaires.** Le projet favorisera le développement durable de 46 communes rurales des États de Chiapas, Oaxaca, Tabasco et Veracruz, situés dans le sud-est du Mexique. Elles seront encadrées par des responsables qui ont reçu une formation et participent activement à l'effort de développement local en appliquant aux systèmes de production de caoutchouc ou d'autres produits des technologies améliorées et ayant établi des liens solides avec les industries et les marchés locaux et nationaux.

39. On estime qu'au moins 20 000 familles, dont 13 000 d'origine indigène, tireront directement profit des programmes d'assistance technique agricole et des investissements en faveur de la production agricole. Sur ce total, 2 800 au moins seront des ménages dirigés par une femme. En outre, 2 600 veuves de paysans, responsables de la production agricole familiale, bénéficieront des activités économiques de production; elles recevront un soutien sous forme de formation, de vulgarisation, d'investissements au niveau de l'exploitation et d'appui à la commercialisation. Au total, 3 000 familles tireront profit de l'assistance technique, des investissements en faveur de la production et de la commercialisation de produits autres que le caoutchouc. D'ici la fin du projet, au moins 3 000 bénéficiaires, hommes et femmes, auront suivi le programme d'éducation de base, d'une durée d'un an, qui leur aura appris à lire, à écrire et à compter.

40. **Avantages.** Au total, 17 000 familles bénéficiaires auront créé des plantations d'hévéas sur 34 000 ha, dont 60% sont déjà productifs. La combinaison de la culture permanente de l'hévéa et de cultures annuelles permettra d'améliorer la conservation des ressources naturelles et la diversité biologique des régions productrices de caoutchouc. Au total, 1 500 petites entreprises rurales, agricoles ou non, seront créées. Des liens en matière d'exploitation et de commercialisation seront établis entre les petits producteurs et les industries du caoutchouc privées/locales et internationales se trouvant au Mexique.



41. **Impact sur les femmes.** Toutes les actions du projet seront conçues dans le souci d'assurer l'équité entre les sexes. La formation et la sensibilisation à la problématique hommes-femmes inciteront les femmes rurales à avoir une bonne opinion d'elles-mêmes. On s'attachera au titre du projet à permettre aux femmes rurales d'assumer des rôles et des tâches de production, en les incorporant à toutes les activités. Une attention particulière sera accordée au développement des systèmes de production agricole, qu'ils soient axés ou non sur le caoutchouc. On améliorera également la capacité technique, financière et de gestion des petites activités commerciales et des micro-entreprises gérées par des femmes. Au moins 2 400 femmes rurales bénéficieront du programme d'éducation de base. Au total, outre le personnel du projet et les fonctionnaires, 1 000 responsables paysans et 50 cadres appartenant au service privé de vulgarisation recevront une formation aux méthodes de développement rural axées sur la parité entre les sexes.

42. **Organisations de petits paysans.** Au titre du projet, on développera et renforcera les organisations rurales existantes ou récemment créées, qui participeront à la planification, à la gestion et à l'évaluation des activités de production du projet destinées aux familles, et on consolidera le rôle qu'elles jouent dans le processus de développement régional. On créera des organismes officiels à vocation économique ayant la personnalité juridique et intervenant dans divers domaines: production agricole et non agricole, commercialisation, petites industries rurales et services. On établira des liens entre les bénéficiaires et les conseils régionaux de développement rural auxquels ils participeront activement. À la fin du projet, des liens durables seront créés entre les organisations paysannes et l'industrie du caoutchouc à des fins de production, de contrôle de la qualité et de commercialisation.

43. **Analyse économique et financière**³. D'après les analyses économiques globales du projet, le taux de rentabilité économique (TRE) est suffisant: il est estimé à 24%, avec une valeur actuelle nette de 95,8 millions de USD et un rapport coûts/avantages de 1:1,20. Les analyses reposent sur les principales hypothèses suivantes: i) seuls les avantages additionnels ont été pris en compte, mis à part les avantages extrinsèques; ii) les analyses portent sur une période de vingt ans; et iii) le taux d'actualisation est de 8%. Les résultats du projet ont été soumis à une analyse de sensibilité afin de mettre en évidence les situations qui pourraient avoir une incidence sur le TRE, évalué à 24%. Si les avantages diminuaient de 10%, le TRE serait de 15%; si les coûts augmentaient de 15%, il tomberait à 10%. Si l'exécution du projet subissait un retard de un, deux ou trois ans, le TRE serait de 23%, 23% ou 22%, respectivement.

44. Il faut noter que les prix de référence du caoutchouc utilisés dans les analyses économiques sont à leur niveau le plus bas depuis 10 ans. Le prix actuel du caoutchouc brut payé au Mexique aux petits paysans est de 2,20 MXN/kg (0,24 USD/kg), contre 3,50 MXN/kg (0,38 USD/kg) en 1995. Les résultats sont donc sensibles à la réduction des avantages et à la hausse des coûts. Cependant, la montée des cours du caoutchouc, prévisible dans un proche avenir en raison du redressement rapide des économies asiatiques, suffira à améliorer les indicateurs économiques actuels du projet⁴.

H. Risques

45. Pour les petits agriculteurs pauvres qui appliquent des systèmes de production agricole complets (reposant sur la production de caoutchouc), le développement rural et la lutte contre la pauvreté présentent peu de risques tant sur le plan biologique et environnemental que sur celui de la production et du commerce. Les risques que peut craindre le projet sont liés à l'évolution de la politique de développement rural des pouvoirs publics et aux restrictions d'ordre institutionnel, administratif et financier qui pourraient survenir pendant son exécution.

³ Voir l'appendice VI. Economic and Financial Analysis.

⁴ Voir l'appendice V. Perspectives for the World and Mexican Rubber Market.

46. Une réorientation de la politique de développement rural pourrait avoir une incidence sur la priorité donnée à l'exécution du programme national pour le caoutchouc et sur les ressources financières qui lui sont actuellement affectées. La création en 1995 du Sous-secrétariat au développement rural du SAGAR et la priorité dont il a toujours bénéficié parmi les divers programmes de cet organisme garantissent que, pendant le gouvernement actuel, il n'y aura aucun changement d'orientation ni de priorité financière.

47. La politique de décentralisation mise en oeuvre par le gouvernement nécessite de mener des négociations en vue de parvenir à un consensus pour ce qui concerne les programmes financés à l'échelon fédéral et exécutés par les gouvernements des États, et ce processus est loin d'être parfait. Il pourrait être nécessaire d'y apporter de nouvelles modifications. La mise au point des relations opérationnelles et financières entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États sera poursuivie du fait de la priorité que les autorités fédérales et des États accordent respectivement au programme national pour le caoutchouc et au développement de la production de caoutchouc en tant qu'instruments de développement agricole et rural des régions productrices. La priorité donnée aux programmes de développement agricole et rural du SAGAR, conjuguée au redressement économique soutenu du Mexique, garantira que les crédits budgétaires annuels seront régulièrement affectés au titre des crédits bénéficiaires de contrepartie du gouvernement.

I. Impact sur l'environnement

48. L'expansion des plantations d'hévéas sur plus de 34 000 ha aura un effet bénéfique à long terme sur la zone du projet, avec notamment les avantages suivants pour l'environnement: réduction de l'érosion du sol, meilleure gestion des bassins versants et rétablissement de la diversité biologique. Les actions et les investissements concernant les technologies proposées dans le projet pour les plantations d'hévéas et les cultures complémentaires atténueront les effets de la dégradation et permettront de sauver des zones menacées. Le projet a été provisoirement classé dans la catégorie B, compte tenu du fait que l'on peut remédier aux impacts potentiels qui ont été identifiés grâce à des recommandations et à des interventions destinées à assurer la protection de l'environnement.

J. Caractéristiques novatrices

49. Le projet a été conçu en prévoyant un processus de planification annuelle des activités participatif et induit par la demande, et la prestation par le secteur privé de services techniques, d'organisation et de formation. Les innovations que comportent la conception et le dispositif opérationnel du projet sont liées à l'utilisation d'une culture permanente, l'hévéa, comme moyen d'accumulation dans le long terme (30 ans) du capital pour les petits agriculteurs. L'établissement de liens entre les petits paysans et les industries privées de transformation du caoutchouc, locales et internationales, est une autre caractéristique novatrice. La conservation de la diversité biologique au niveau des terres/exploitations des petits paysans constitue également un secteur d'innovation conjuguée à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et à l'appui financier apporté à la recherche en matière de fixation du carbone par les plantations d'hévéas; elle aura d'importantes répercussions aux échelons de la région et des États.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

50. Un accord de garantie entre les États-Unis du Mexique et le FIDA et un accord de prêt entre Nacional Financiera et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans les accords de prêt et de garantie négociés est joint en annexe.

51. La Nacional Financiera est habilitée, en vertu des lois des États-Unis du Mexique, à contracter un emprunt auprès du FIDA.



52. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

53. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds, sur garantie des États-Unis du Mexique, fera à la Nacional Financiera un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-huit millions six cent mille droits de tirages spéciaux (18 600 000 DTS) venant à échéance le 1er août 2018 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Fawzi H. Al-Sultan

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS LES ACCORDS DE PRÊT ET DE GARANTIE NÉGOCIÉS

(Négociations de prêt conclues le 7 avril 2000)

1. **Mise à disposition des fonds du prêt.** Afin de financer l'exécution du projet, la NAFIN mettra à la disposition des États-Unis du Mexique (le Gouvernement) les fonds du prêt, en tant que de besoin, conformément à un accord de prêt subsidiaire, dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA.
2. **Financement du projet.** Le Gouvernement mettra à la disposition du SAGAR/SDR, pendant la durée d'exécution du projet, les fonds nécessaires à la bonne fin du projet.
3. **Bilan à mi-parcours.** La NAFIN, le SAGAR/SDR et le FIDA, ainsi que l'institution coopérante, procéderont de concert au bilan à mi-parcours du projet au cours de sa quatrième année d'exécution, conformément au mandat établi par l'unité de gestion du projet (UGP), et approuvé par le FIDA et l'institution coopérante. Ce bilan portera entre autres sur la réalisation des objectifs du projet et les obstacles et difficultés rencontrés, et recommandera toute réorientation nécessaire pour atteindre ces objectifs et éliminer ces obstacles et difficultés. La NAFIN veillera à ce que les recommandations issues de ce bilan soient appliquées dans des délais raisonnables et à la satisfaction du FIDA, étant entendu qu'elles pourront donner lieu à la modification des documents du prêt.
4. **Procédures d'exécution.** Le projet sera exécuté de manière générale en conformité avec les procédures d'exécution des programmes d'*Alianza para el Campo* publiées chaque année dans le *Diario Oficial de la Federación* (Journal officiel de la Fédération), qui prescrivent les normes et les procédures d'application générale visant l'exécution desdits programmes par les gouvernements des États, en tant qu'elles sont applicables au projet. Ces procédures d'exécution s'appliqueront, notamment, à la préparation des plans d'opérations annuels au fonctionnement du "Fondo Productivo", aux achats effectués et aux marchés passés par les bénéficiaires dans le cadre du projet.
5. **Égalité d'accès.** Le SAGAR/SDR veillera à garantir l'égalité d'accès aux avantages du projet aux groupes les plus faibles et les plus marginaux, tels que les paysans sans terre, les indigènes, les femmes et les jeunes. De même, les activités mises en oeuvre devront favoriser l'égalité d'accès auxdits bénéfices aux diverses communautés, aux différentes familles au sein de chaque communauté et à tous les membres de la cellule familiale.
6. **Coopération avec les autres projets de développement.** La NAFIN et le SAGAR/SDR veilleront à ce que les activités du projet soient menées en coopération et de façon coordonnée avec les autres projets et programmes ayant des objectifs communs exécutés dans le pays ainsi que dans le reste de l'Amérique latine, de manière à mettre à profit l'expérience et les méthodes qui ont déjà fait leurs preuves. Cet effort de coopération devra être particulièrement intensif avec les projets financés par le FIDA dans le pays ainsi que dans le reste de l'Amérique latine.
7. **Égalité hommes-femmes.** Le SAGAR/SDR veillera à ce que le projet contribue à réduire sensiblement les inégalités existant entre les hommes et les femmes dans la zone d'exécution du projet. À cette fin, la NAFIN s'assurera que sont mises en oeuvre, entre autres, les activités et stratégies ci-dessous:
 - a) intégration du souci d'égalité hommes-femmes dans toutes les activités du projet;



- b) incorporation dans les activités de formation d'un programme de sensibilisation à l'égalité hommes-femmes au niveau de l'UGP, de l'ensemble du personnel du projet, des organisations de base et des services des États dans lesquels est exécuté le projet;
- c) respect du principe de la parité entre les sexes dans toutes les activités du projet;
- d) recrutement de 15 à 20% de femmes aux postes d'agent de vulgarisation des services officiels et des organisations privées de formation et d'assistance technique;
- e) ciblage des composantes du projet en faveur des producteurs femmes.

8. **Impact sur l'environnement.** Conformément aux obligations qu'il a souscrites en vue de garantir des pratiques environnementales satisfaisantes dans le cadre du projet, et sans en limiter la portée générale, le SAGAR/SDR fera en sorte:

- a) que les parties intervenant dans le cadre du projet adoptent des méthodes appropriées de lutte contre les ennemis des cultures et, à cette fin, elle veillera à ce que les produits phytosanitaires achetés dans le cadre du projet ne comprennent aucun produit proscrit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tel qu'amendé périodiquement, ou qui figurent aux tableaux 1 (extrêmement dangereux) et 2 (très dangereux) de la classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'OMS telle qu'amendée périodiquement;
- b) que le projet encourage de saines pratiques environnementales, telles que la lutte biologique, la culture de légumineuses de couverture, les haies vives et les techniques agroforestières; et
- c) que le projet n'apporte pas un appui financier à des microprojets susceptibles d'avoir un impact négatif sur l'environnement.

9. **Le réseau "FIDAMERICA".** Le SAGAR/SDR facilitera l'accès du projet au réseau "FIDAMERICA", qui permet de relier via Internet tous les projets financés par le FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes.

10. **Conditions préalables à l'entrée vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'application dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales applicables;
- b) l'accord de garantie a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles, administratives et gouvernementales applicables;
- c) l'accord de financement subsidiaire, dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA, a été dûment signé, et la signature et l'application dudit accord par la NAFIN et par le Gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures institutionnelles et administratives et gouvernementales applicables;



- d) un avis juridique favorable émis par les conseillers juridiques de la NAFIN et du Gouvernement, dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA, a été communiqué par la NAFIN au FIDA.

COUNTRY DATA

MEXICO

Land area (km² thousand) 1996 1/	1 909	GNP per capita (USD) 1997 2/	3 700
Total population (million) 1997 1/	94.3	Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-97 2/	0.2
Population density (people per km²) 1996 1/	49	Average annual rate of inflation, 1990-97 2/	19.3
Local currency	Mexican Peso (MXN)	Exchange rate: USD 1 =	MXN 9.20
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1980-97 1/	2.0	GDP (USD million) 1997 1/	402 963
Crude birth rate (per thousand people) 1997 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	0.7
Crude death rate (per thousand people) 1997 1/	5	1990-97	2.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1997 1/	31	Sectoral distribution of GDP, 1997 1/	
Life expectancy at birth (years) 1997 1/	72	% agriculture	5
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% industry	26
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	20
Total labour force (million) 1997 1/	38	% services	69
Female labour force as % of total, 1997 1/	32	Consumption, 1997 1/	
Education		General government consumption (as % of GDP)	8
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1996 1/	115	Private consumption (as % of GDP)	65
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	90	Gross domestic savings (as % of GDP)	26
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	3 116	Merchandise exports, 1997 1/	109 890
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	99	Merchandise imports, 1997 1/	111 847
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-97 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	-1 957
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-97 1/	14	Current account balances (USD million)	
Health		before official transfers, 1997 1/	-12 698
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-97 1/	4.7	after official transfers, 1997 1/	-7 451
Physicians (per thousand people) 1990-97 1/	1.3	Foreign direct investment, 1997 1/	12 477
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	17	Government Finance	
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	7	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1996 1/	-0.2
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	28	Total expenditure (% of GDP) 1996 1/	15.5
Agriculture and Food		Total external debt (USD million) 1997 1/	149 690
Food imports as percentage of total merchandise imports 1997 1/	6	Present value of debt (as % of GNP) 1997 1/	37
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	538	Total debt service (% of exports of goods and services) 1997 1/	32.4
Food production index (1989-91=100) 1995-97 1/	120.6	Nominal lending rate of banks, 1997 1/	24.5
Land Use		Nominal deposit rate of banks, 1997 1/	14.7
Arable land as % of land area, 1996 1/	13.2		
Forest area (km ² thousand) 1995 1/	554		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	29.0		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	23.1		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1999

2/ World Bank, *Atlas*, 1999

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998



PREVIOUS IFAD LOANS TO MEXICO

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/ Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Oaxaca Rural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	O	06 May 80	07 Sep 80	30 Jun 88	L - I - 36 - ME	SDR	17 450 000	79.2%
Development Project for Marginal Rural Communities in the Ixtlera Region	IFAD	UNOPS	O	03 Oct 90	18 Oct 91	31 Mar 01	L - I - 270 - ME	SDR	21 650 000	82.6%
Rural Development Project for the Indigenous Communities of the State of Puebla	IFAD	UNOPS	O	15 Apr 92	17 Jul 93	31 Dec 00	L - I - 303 - ME	SDR	18 250 000	60.0%
Rural Development Project of the Mayan Communities in the Yucatan Peninsula	IFAD	UNOPS	O	07 Dec 95	04 Nov 97	30 Jun 02	L - I - 405 - MX	SDR	6 950 000	22.6%

LOGICAL FRAMEWORK

NARRATIVE SUMMARY	Gender-specific indicators	Means of Verification	Assumptions and External Risks
<p>Development Objective</p> <p>Sustainable improvement of the rural poor's social and economic conditions in the production zones of rubber in the four states of Chiapas, Oaxaca, Tabasco and Veracruz.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Increased monetary income (men/women) - Degree of capitalization of family farm enterprise or micro-enterprise (men-managed/women managed) - Rural employment created (i.e., seasonal), for women/men - Decrease in percentage of families headed by men/headed by women below the poverty line - Fewer unmet basic needs 	<ul style="list-style-type: none"> - Mid-term, final and ex-post evaluations 	
<p>Project Objective</p> <p>Poor beneficiary families of the project with improved social and organizational management capabilities have build up profitable, competitive links to local/national markets and manage productive activities and transformation processes for rubber and associated products in an efficient and sustainable manner.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of beneficiaries (men/women) with improved production and productivity of rubber - Improvement of the quality of processed rubber and the processing facilities - Degree of diversification of the production system - Number of grass-roots organizations for production, transformation and marketing built up or consolidated - Number of women-household heads and women-producers with increased production of rubber - Increased price margins negotiated by producer (men/women) - Increased microenterprises profits (men-managed/women-managed) - Percentage of beneficiaries (men/women) in new economic pursuits - Percentage of productive investment - Degree of management skills of beneficiary families (men/women-headed) and organizations - Degree in the social and economic development process of municipal territories - Number and amount of financing activities by third partners - Degree of power of negotiation with development agencies - Percentage of women in management positions of responsibility, beneficiary organizations and municipality organizations, development councils, unions or associations - Degree of power of negotiation of the rubber farmers organizations with the rubber industry 	<ul style="list-style-type: none"> - Mid-term, final and ex-post evaluations - Participatory rural appraisal - Process documentation by the planning and monitoring unit - Specific studies 	<ol style="list-style-type: none"> 1. The Government of Mexico continues support to the production of rubber. 2. The Government continues the development strategy for the states and the municipalities 3. World market price of rubber allows further competitive of the rubber production





Outputs			
<p>1. Management, organizational and technical capabilities of beneficiary families, farmers' organizations and rural development organizations are strengthened.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of beneficiaries (men/women) assisted to build up production and commercial organizations - Number of beneficiaries (men/women) with reading and writing skills - Number of beneficiaries (men/women) trained in productive, farming-systems approach, entrepreneurial, organizational and management skills - Number of staff members (men/women) of the rural development organizations trained in management aspects - Number of development agents <i>despachos</i> and beneficiaries (men/women) trained in gender aspects - Degree of articulation of beneficiary groups in the regional committees - Degree of articulation on beneficiary groups made up of men in the regional committees - Degree of articulation of beneficiary women groups in the regional committees 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the planning and monitoring unit - Database of the training programme and technical assistance 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Community initiatives are not negatively interfered by political leaders or local authorities. 2. Political change does not negatively impact PMU 3. The State Government and the municipalities support project strategy 4. The distance between the areas of intervention (five states) has no negative effect on the efficient execution of the project activities. 5. Private-support agencies identify themselves with the project philosophy and development strategy.
<p>2. A farming systems oriented extension service and a processing-marketing and rural enterprise support are providing environmentally suitable and tested technologies for the rubber production and interrelated production activities, reflecting the demand and potentiality of the poor families and their organizations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Number of producers (men/women) familiarized with new technical agricultural innovations for rubber production and marketable agricultural products - Number of rural enterprises created by men/women beneficiaries, supported and trained - Degree of knowledge of the messages spread by the extension or support services - Number, type and quality of the rural development services - Availability of information about technology and tested rubber production - Availability of market information for rubber and other agricultural and non agricultural production - Degree of integration of gender-related activities and socio-cultural issues within the services - Availability of instruments, materials and mechanisms referred to gender promotion for the rural communities and organizations 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the planning and monitoring unit - Information and documentation by the extension and support services 	

Outputs			
3. A productive investment fund, including a rubber-production support fund and a risk fund is operating.	<ul style="list-style-type: none"> - Number of ha of new rubber plantations or/and associated products with approved technologies on men-headed/women-headed farms - Number and type of productive investments - Number and type of complementary investment activities with the risk fund - Annual amount of funds disbursed versus programmed 	<ul style="list-style-type: none"> - Reports of the national rubber programme - Information systems of the planning and monitoring unit 	
4. The relationship and coordination structures between the beneficiaries and their organizations and the rubber industry with their organizations is strengthened.	<ul style="list-style-type: none"> - Number and type of contacts and long-term agreements between rubber producer and rubber industry established - Number and type of meetings between beneficiaries associations and rubber industry - Average of participants (men/women) 	<ul style="list-style-type: none"> - Information systems of the planning and monitoring unit 	
5. A multi-level management system for the project is functioning, integrating the beneficiaries and their organizations, the rural development organizations, the municipalities and the state organizations.	<ul style="list-style-type: none"> - The annual plan of operation agreed by consensus at the end of each year - Planning and implementation gap decreased 10% annually - Number of agreement signed with executing institutions - Governmental and non-governmental institutions involved in planning, implementation and evaluation of project activities complete 90% of signed contracts - Number of staff (men/women) trained in gender issues - Degree of gender orientation of the project services - Baseline study and evaluations successfully realized, with consistent gender disaggregation of data 	<ul style="list-style-type: none"> - M&E formats - Agreements - Minutes of meetings - Documentation of the planning and monitoring unit 	



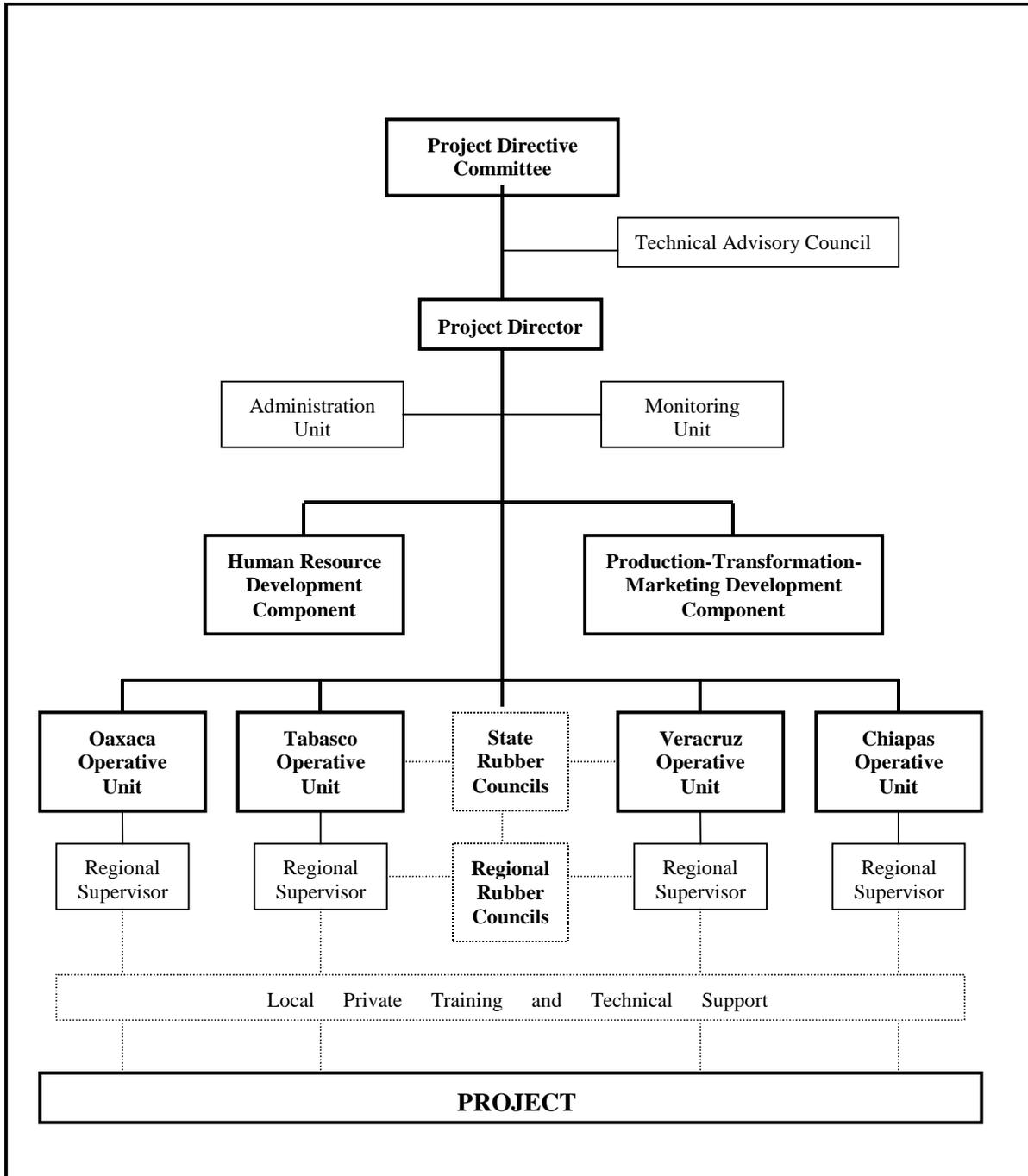


APPENDIX III

Principal activities	Principal activities	Principal activities
<p>Output 1: Training and Organization</p> <p>1.1 To promote the creation and consolidation of beneficiary civil and productive organizations</p> <p>1.2 To transfer reading and writing skills</p> <p>1.3 To elaborate and provide techniques, modalities and methodological instruments for the training</p> <p>1.4 To train beneficiaries in management, entrepreneurial and other relevant related aspects</p> <p>1.5 To train beneficiaries according to their needs in productive issues, marketing, microenterprise, business administration, etc.</p> <p>1.6 To transfer negotiation and empowerment techniques and knowledge</p> <p>1.7 To support the capability of articulation for participating actively in the rural development process of the municipalities and the states</p> <p>1.8 To provide training programmes for all involved parties to incorporate gender issues</p> <p>1.9 To organize exchange of knowledge between rubber producer organizations, etc.</p> <p>Output 2: Provision of services</p> <p>2.1 To proof rubber technologies and complementary activities</p> <p>2.2 To provide innovations for rubber production and complementary activities</p> <p>2.3 To select, supervise and evaluate the rural development organizations</p> <p>2.4 To identify and promote entrepreneurial activities</p> <p>2.5 To inform rubber producers about marketing possibilities and prices</p> <p>2.6 To open marketing channels for rubber and complementary products</p> <p>2.7 To provide instruments, techniques and methodologies for considering gender-related issues</p> <p>2.8 To carry out environmental studies for rubber production and processing</p> <p>2.9 To provide women with time-saving activities</p>	<p>Output 3: Investment Fund</p> <p>3.1 To establish rules and procedures for the funds</p> <p>3.2 To carry out studies about investment opportunities</p> <p>3.3 To carry out activities/projects etc., financed by the funds</p> <p>3.4 To supervise the investment activities and recuperate the financed funding</p> <p>3.5 To establish procedures for continuation as a revolving fund</p> <p>Output 4: Relationship rubber industry and producer</p> <p>4.1 To establish commercial contacts between producer and industry</p> <p>4.2 To establish coordination between the different interest groups</p> <p>4.3 To provide exchange of information about rubber production, quality standards, processing requirements, and prices between producer and industry</p> <p>4.4 To discuss environmental relevant aspects and the production of CO2 with the rubber industry</p>	<p>Output 5: Project Management</p> <p>5.1 To establish agreements about administrative procedures with SAGA and the national rubber programme</p> <p>5.2 To select and contract public and private entities to support communities and beneficiary groups to develop their own initiatives and to carry out the services needed</p> <p>5.3 To prepare the annual operation plan</p> <p>5.4 To implement a M&E system</p> <p>5.5 To implement an administrative and financial system for the different components of the project and the state coordination offices</p> <p>5.6 To establish coordination and cooperation mechanisms with public and private agencies</p> <p>5.7 To realize coordination meetings and procedures with the public and private entities participating in the project</p> <p>5.8 To design and execute project coordination with the municipality and state government organizations</p> <p>5.9 To establish a coordination and communication system with the state and rural development organization offices</p> <p>5.10 To take action for improving the technical and methodological skills of all involved parties</p> <p>5.11 To provide technical and methodological instruments for all involved parties to face gender issues</p> <p>5.12 To provide favourable conditions for the integration of women into project activities</p> <p>5.13 To extensively document and publish at appropriate levels the project development through an interactive process documentation service</p>



ORGANIZATION AND MANAGEMENT





PERSPECTIVES FOR THE WORLD AND MEXICAN RUBBER MARKET

The outlook for international prices of rubber shows that the downward turn of the last two years will be ending. Available studies indicate that a significant recovery is likely, beginning this year, driven by the steady growth in world demand and the relative stagnation of supply in the main producing countries. The rubber world market will be boosted, with improvements in the economy of consuming countries and the currency appreciation of the main producers: they are emerging from the economic crisis begun in 1997. Additionally, the lack of land and higher labour costs seem to hinder supply in South-East Asia in the medium-term, thus shifting world prices upward.

The Fourth Annual Asia Rubber Market Conference, held in Colombo on 17-19 November 1999^{*}, carried out a study indicating that prices would recover this year and duplicate current levels for 2001. This paper, prepared with the support of the International Rubber Study Group, forecasted a steady growth in prices until the end of this decade, reaching a level of USD 2 per kg for TSR-20 in 2003. The increase in rubber prices will reduce the proportion of natural rubber relative to synthetic rubber in overall consumption, declining from the current 40 to approximately 35%.

This paper simulated several scenarios so as to analyse the incidence of certain variables in world prices. It found that an increase in production in Indonesia would result in more moderate shifts in prices after 2003, but would keep values above levels prevailing in the 1990s. The variable with the greatest incidence is the growth rate of the world economy: if the increase in global production maintains an average performance of 3% per annum, rubber prices would multiply by four in the next decade. If the growth rate of world output were 2% per annum, prices of TSR-20 would be slightly above USD 1.5 per kg in year 2005, and USD 2 per kg by 2010.

These forecasts for international prices provide quite an optimistic perspective for rubber production in Mexico. Domestic prices change according to the evolution of the world market, so that rubber prices in Mexico would show a significant increase in the short and medium-term. The high productivity of new plantations in Mexico allowed farmers and primary processing industry to compete throughout one of the worst crisis in international prices. In the forecasted scenario, it is therefore expected that domestic production will be able to compete successfully with Asian rubber, and that plantation profits will increase significantly in the following years. The fact that some primary processing plants are planning to plant 2 000 ha in Chiapas and 2 500 ha in Veracruz and Tabasco clearly reflects the confidence of private agents in the market's recovery in the medium-term.

In addition, domestic industry imports show a regular pattern in the past years. Production estimates for 2010 represent nearly 35% of the total imports of the rubber industry, indicating that Mexican production is far from oversupply with regard to internal consumption.

^{*} "Natural Rubber in the New Millennium", Dr. Kees Burger, Head Economic Research and Dr. Hidde P. Smit, Managing Director Economic and Social Institute, Free University, The Netherlands. Paper prepared for the Fourth Annual Rubber Markets Conference, Colombo, 17-19 November 1999.



ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

		ERR	NPV (USD 000)	B/C
1. Full project		24%	97 862	1.20
2. Reduction of benefits in:				
	10%	15%	38 832	1.08
	15%	10%	9 317	1.02
3. Increases in costs of:				
	10%	15%	48 619	1.09
	15%	12%	23 997	1.04
4. Project delays:				
	1 year	23%	83 284	1.19
	2 years	23%	70 421	1.18
	3 years	22%	58 970	1.16